

Les influences idéologiques sur la politique étrangère de George W. Bush et leurs répercussions sur les relations canado-américaines

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay

Candidat à la maîtrise

Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay est étudiant à la maîtrise en science politique/rerelations internationales à l'Université du Québec à Montréal. Il est également coordonnateur et chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Il prépare un mémoire de maîtrise sur l'influence de l'idéologie néo-conservatrice sur la politique étrangère de l'administration de George W. Bush.

Résumé :

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont marqué un changement drastique dans la politique étrangère américaine. L'administration Bush a débuté son mandat avec une politique étrangère « humble et modeste », mais adopta, dans les jours suivant les attentats, une nouvelle politique ambitieuse caractérisée par un fort interventionnisme militaire et un unilatéralisme marqué. L'adoption de cette nouvelle politique étrangère, publiée officiellement en septembre 2002 sous le nom de National Security Strategy, serait principalement due, selon certains commentateurs, à l'influence exercée par un groupe restreint de néo-conservateurs oeuvrant au sein de l'administration Bush (Drew, 2003 ; Lind, 2003). Or, bien que cette politique soit à de nombreux égards en accord avec les idées véhiculées par l'idéologie néo-conservatrice, elle nous semble être davantage le résultat d'une convergence idéologique conjoncturelle entre les néo-conservateurs et les nationalistes agressifs (Daalder et Lindsay, 2003) de cette administration dans le contexte post-11 septembre 2001.

Afin de démontrer cette hypothèse, nous procéderons en deux étapes. 1) Définir la vision des relations internationales et la conception du rôle des États-Unis dans le monde véhiculées respectivement par ces deux idéologies. Ceci permettra de mettre en relief les points de convergence et de divergence entre celles-ci. 2) Démontrer, empiriquement, comment ces deux idéologies ont collaboré en matière de politique étrangère dans le contexte post-11 septembre 2001. En dernier lieu, nous montrerons comment l'influence de ces deux idéologies sur la politique étrangère américaine a pu avoir des répercussions sur les relations canado-américaines depuis cette date.

Introduction

Il a été dit à plusieurs reprises que les néo-conservateurs se sont littéralement accaparés les rênes du pouvoir au sein de la présente administration à Washington D.C. et qu'ils ont fait du président l'instrument de leur volonté. Certains ont même avancé l'idée d'un « coup d'État » néo-conservateur à Washington¹. Lors du dernier colloque annuel de l'International Studies Association (ISA), qui s'est tenu à Montréal en avril dernier, l'imminent réaliste John Mearsheimer disait encore que les néo-conservateurs sont les principaux responsables pour ce qui se passe dans la politique étrangère américaine depuis le 11 septembre 2001. Ainsi, l'idée selon laquelle les néo-conservateurs sont tout-puissants à Washington et qu'ils sont les seuls à définir la politique étrangère américaine depuis le 11 septembre 2001 est très répandue², autant qu'elle est, selon nous, exagérée. L'administration de George W. Bush n'est pas une administration néo-conservatrice, mais bien plutôt, selon la typologie historique de Walter Russell Mead³, une administration essentiellement jacksonienne. Or, si les néo-conservateurs ont pu exercer une influence sur la politique étrangère après le 11 septembre 2001, c'est le fruit d'une convergence idéologique conjoncturelle et donc, potentiellement temporaire, entre ceux-ci et les jacksoniens de cette administration, et non le résultat d'une usurpation unilatérale et définitive du processus décisionnel. Donc, pour reprendre le cadre d'analyse offert par cette typologie historique, nous dirions que le wilsonisme particulier que représente l'idéologie néo-conservatrice s'est trouvé, après le choc des attentats terroristes du 11 septembre 2001, en accord avec une administration qu'il conviendrait de qualifier de jacksonienne.

Notre analyse s'effectuera en trois points. Nous verrons 1) ce que prescrit le jacksonisme en matière de politique étrangère et pourquoi l'administration Bush répond à cette appellation; 2) en quoi le néo-conservatisme représente un type particulier de wilsonisme; 3) dans quelle mesure, au niveau empirique, le néo-conservatisme et le jacksonisme ont exercé une influence sur la politique étrangère de l'administration Bush; 4) quel est l'impact de ces influences idéologiques sur les relations entre les États-Unis et le Canada.

1. Le jacksonisme et l'administration Bush

L'école de pensée jacksonienne se définit par quatre grandes caractéristiques : le nationalisme, le militarisme, le populisme et le sens de l'honneur⁴. Au départ, les jacksoniens plantent leurs valeurs dans les instincts et les sentiments de l'Amérique, qu'ils considèrent moralement supérieurs à ceux prévalant dans le monde extérieur, lequel est perçu en des termes hobbesiens, c'est-à-dire anarchique et dangereux. Dans un monde perçu comme tel, les institutions internationales, la diplomatie et le multilatéralisme sont considérés avec scepticisme, tandis que la puissance américaine leur paraît être le seul rempart fiable contre les menaces extérieures. Ainsi, les jacksoniens sont prompts à s'armer

¹ Propos recueillis dans Daalder, H. Ivo et James M. Lindsay, *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington D.C., Brookings, 2003, p.15.

² Plusieurs ouvrages partagent cette thèse. À cet effet, voir principalement : Élisabeth Drew, « The Neocons in Power », *New York Times Review of Books*, vol.50, no.10, 12 juin 2003 ; R. Craig Emsendath et Melvin A. Goodman, *Bush League Diplomacy: How the Neoconservatives are Putting the World at Risk*, Amherst (NY), Prometheus Books, 2004, 268 p. ; Stefan Halper et Jonathan Clarke, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 369 p. ; Michael Lind, « The Weird Men Behind George W. Bush's War », *New Statesman*, vol. 751, no.16, 7 avril 2003, pp.10-13.

³ Voir Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and how it Changed the World*, New York, Routledge, 2002, 378 p.

⁴ Les propos contenus dans les deux paragraphes qui suivent sont tirés de : *Ibid*, pp.219-263.

massivement, mais strictement à titre préventif et défensif. L'idée, en quelque sorte, est de bâtir une forteresse afin de prémunir le territoire américain d'éventuelles attaques en provenance de l'extérieur.

Par contre, lorsque attaqués, le militarisme, le patriotisme et le sens de l'honneur des jacksoniens les amène à répondre sans hésitation à leurs agresseurs avec toute la puissance de leur armes. Et une fois acquise la victoire complète et sans partage, pour laquelle il n'y a pas de substitut, il est très important que les troupes américaines rentrent au pays. Les jacksoniens n'ont, pour ainsi dire, que faire des considérations autres que militaires lorsqu'il s'agit du déploiement de leurs ressources nationales, telle que l'armée, à l'extérieur de leur territoire. Leur posture n'est donc par internationaliste, mais strictement nationaliste.

L'administration Bush a répondu largement à ces caractéristiques depuis son entrée en fonction en janvier 2001. Après s'être engagé lors de sa campagne électorale pour une politique étrangère « humble et modeste »⁵, critiquant le président Bill Clinton pour avoir impliqué les États-Unis dans des missions d'ordre humanitaire, George W. Bush a engagé les États-Unis, lors de ses huit premiers mois de présidence, dans un processus de repli et de renforcement national. En effet, tout en niant les engagements internationaux du pays (Protocole de Kyoto, Cour pénale internationale, Convention sur les armes biologiques, etc.), il a augmenté le budget de la Défense et a ressuscité le projet de bouclier anti-missile⁶.

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 sont cependant venus changer la donne. Or, au lieu de considérer cette nouvelle donne comme une rupture dans le style présidentiel de George W. Bush, il convient de la considérer comme un élément de continuité pour une administration jacksonienne. Cet événement fut en effet l'aiguillon qui entraîna la rapide et forte réponse armée envers leurs agresseurs en Afghanistan et, à tort ou à raison, en Irak. La voie unilatéraliste empruntée par Bush se retrouve quant à elle à la croisée du militarisme et du nationalisme préconisés par les jacksoniens. Bush illustre aussi fidèlement cet esprit jacksonien en affirmant, deux jours après les attentats : « Mon administration est déterminée à trouver, à attraper et à descendre ceux qui ont fait cela à l'Amérique. Ils ont réveillé un géant tout-puissant »⁷. La réaction immédiate de Bush en apprenant la nouvelle des attentats, « nous sommes en guerre »⁸, trahit également cet esprit jacksonien.

2. Le wilsonisme et le néo-conservatisme

Les attentats du 11 septembre 2001 marquent du coup l'entrée en scène des néo-conservateurs dans les cercles décisionnels de la politique étrangère américaine. Le wilsonisme de la « ligne dure », le néo-wilsonisme⁹ ou, comme le dit Mearsheimer, le wilsonisme avec des dents, promu par les néo-conservateurs effectue à ce moment précis un mariage de convenance avec les intérêts des jacksoniens en phase de riposte. Cependant, il faut ici user du concept de wilsonisme avec prudence. En bons wilsoniens, les néo-conservateurs croient qu'une politique étrangère américaine digne de ce nom doit faire la promotion des valeurs démocratiques et américaines dans le monde, puisqu'elles sont les

⁵ Voir George W. Bush, « A Distinctly American Internationalism », Ronald Reagan Library, Simi Valley (CA), 19 novembre 1999, [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>

⁶ Daalder et Lindsay, op. cit., pp. 62-77.

⁷ BBC News, « Bush Urges US Back to Work », 17 septembre 2001, [en ligne], page consultée le 23 octobre 2001, adresse URL : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/1547892.stm>.

⁸ Bob Woodward, *Bush at War*, New York, Simon and Schuster, 2002, p.15.

⁹ Ces deux expressions sont de Max Boot, « Neocons », *Foreign Policy*, no. 140, janvier-février 2004, p.21.

plus justes moralement¹⁰. Les néo-conservateurs citent souvent, d'ailleurs, la célèbre phrase de Wilson selon laquelle le devoir, voire la mission des États-Unis est de « rendre le monde sans danger pour la démocratie »¹¹. Les valeurs démocratiques américaines sont donc universelles, et, dans cet esprit, Robert Kagan et William Kristol, écrivaient en 1996 que :

« La nécessité de re-moraliser la politique étrangère américaine découle du fait que les principes inscrits dans la Déclaration d'Indépendance ne sont pas les choix d'une culture particulière, mais sont des principes universels et persistants, des vérités en soi »¹².

Paul Wolfowitz écrivait également en 2000 que « le noyau de la politique étrangère américaine est l'universalisation des principes américains »¹³. Cet idéal est donc à la fois américain et universel, d'où le sens de cette « mission ».

Le wilsonisme et le néo-conservatisme ne conçoivent pas pour autant cet idéal comme étant dissocié de l'intérêt national américain. Tous deux reconnaissent qu'il est dans l'intérêt national américain de répandre la démocratie américaine dans le monde, puisque les régimes démocratiques ne se font pas la guerre entre eux¹⁴. Par conséquent, contrairement aux jacksoniens, leur conception de l'intérêt national est très large et ambitieuse, et appelle à des mesures telles que la diffusion active et soutenue de la démocratie et des droits de l'homme, de même que le « nation-building ». Ainsi, alors que la politique étrangère jacksonienne réagit dans un esprit d'autodéfense, la politique étrangère néo-conservatrice ou néo-wilsonienne, guidée par un plus grand sens de l'idéalisme, agit dans un esprit offensif ou, du moins, proactif. Pour reprendre en sens inverse l'expression utilisée plus haut, la posture néo-conservatrice n'est pas nationaliste, mais internationaliste.

Le néo-conservatisme se détache cependant du wilsonisme dans son objectif ultime. Alors que le néo-conservatisme préfère une paix mondiale garantie par l'hégémonie américaine, le wilsonisme vise l'atteinte d'une paix kantienne régulée par le droit. Au niveau des moyens pour atteindre leurs fins respectives, le néo-conservatisme préconise la puissance militaire américaine, unilatérale au besoin. À l'inverse, le wilsonisme préconise d'abord le multilatéralisme et le droit international. C'est cette nuance majeure entre les deux écoles de pensée qui amène les néo-conservateurs à favoriser une hausse substantielle du budget de la Défense américaine. En effet, ceux-ci ont régulièrement rappelé, depuis le milieu des années 1990, qu'il fallait que les États-Unis ramènent le niveau des dépenses militaires à celui des années de la présidence de Reagan¹⁵.

¹⁰ Bien que l'objectif wilsonien soit universaliste, cette école de pensée établit que les principes de la révolution américaine sont supérieurs à tout autre et que la démocratie américaine est, par conséquent, le modèle à suivre pour l'humanité. Voir Walter Russell Mead, *op. cit.*, p.172.

¹¹ Voir, notamment, Lawrence F. Kaplan et William Kristol, *The War Over Iraq: Saddam's Tyranny and America's Mission*, San Francisco, Encounter Books, 2003, p.105.

¹² William Kristol et Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 4, juillet/août 1996, p.31.

¹³ Paul Wolfowitz in *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Robert Kagan et William Kristol (dir.), San Francisco, Encounter Books, 2000, p.35.

¹⁴ Cette conception nuancée de l'idéalisme wilsonien contraste avec la conception purement idéaliste généralement reconnue. Voir Walter Russell Mead, *op. cit.*, p.162.

¹⁵ Concrètement, cela signifie que le budget de la Défense devrait passer de 3% à 7% du produit intérieur brut (PIB) américain. En chiffres absolus, cela signifiait une augmentation annuelle de 60 à 80 milliards de dollars, alors que le budget, à cette date, était de 260 milliards de dollars par année (William Kristol et Robert Kagan, *op. cit.*, p.23). En 2003, Kristol et Kaplan écrivaient : « It is true that despite increases in the latest Bush defense budget, the United States still spends too little on its military capabilities, in terms of both present readiness and investment in future weapons technologies [...] It would probably require spending about \$100

Les néo-conservateurs appellent donc à une politique étrangère musclée et moralement engagée depuis leur apparition dans le débat politique américain, soit au cours des années 70. Sans refaire toute leur histoire, il est important de dire qu'avec la chute du régime soviétique, les néo-conservateurs voient la fin de la guerre froide comme une fenêtre d'opportunité pour l'atteinte de leur idéal, ce qu'ils appellent le « moment wilsonien ». Ils ont donc été fortement déçus par la décision délibérée de George Bush père de ne pas renverser le régime de Saddam Hussein lors de la première guerre du Golfe et ont également été déçus par la politique étrangère trop « colombe », pour ainsi dire, de Bill Clinton. Pour les néo-conservateurs, ce « moment wilsonien » implique, concrètement, un changement de régime (plus ou moins progressivement selon les cas) d'abord en Irak, en Iran, en Corée du Nord, mais aussi en Chine, en Arabie saoudite, à Cuba, en Libye et en Syrie. Bref, dans tous les pays qualifiés d'« États parias », d'« États en faillite », ou affichant une idéologie anti-américaine¹⁶.

billion per year above the current defense budgets» (Lawrence F. Kaplan et William Kristol, *op. cit.*, pp.122-123.). Au moment où ils écrivaient ces lignes, le budget de la Défense venait de connaître sa plus importante hausse annuelle en 20 ans et atteignait ainsi 393 milliards \$.

¹⁶ David Frum et Richard Perle, *An End to Evil: How to Win the War on Terror*, New York, Random House, 2003, pp.97-145.

Jacksoniens et néo-conservateurs au sein de l'administration Bush

jacksoniens	néo-conservateurs
George W. Bush (président)	Paul Wolfowitz (secrétaire-adjoint à la Défense)
Richard Cheney (vice-président)	Douglas Feith (sous-secrétaire à la Défense pour la politique de sécurité internationale)
Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense)	Lewis Libby (chef de cabinet au Bureau du vice-président)
	Elliot Abrams (directeur senior pour l'Asie du sud-est, le Proche-orient et l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité national)
	John Bolton (sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armes et la sécurité internationale)
	Richard Perle ¹⁷ (membre du Defense Policy Board)
	Abram Shulsky (directeur du Office of Special Plans au sein du Pentagone)
	Michael Ledeen (conseiller informel de Karl Rove pour les affaires étrangères)

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, 2004.

3. La convergence idéologique entre jacksoniens et néo-conservateurs : le cas des pays membres de l' « Axe du Mal »

Les néo-conservateurs ont trouvé en George W. Bush, après le 11 septembre 2001, le président tant attendu. Avant cette date, seule la hausse du budget militaire concordait avec l'agenda néo-conservateur. Il était d'ailleurs peu probable que cet agenda soit adopté par un président ayant fait de deux enjeux intérieurs, soit les baisses d'impôt et l'éducation, ses premières priorités¹⁸. Mais après le 11 septembre, l'essentiel de cet agenda et de cet esprit néo-conservateurs se retrouvent dans le discours de Bush sur l'état de l'Union en 2002 avec le désormais célèbre « Axe du Mal », dans celui de West Point quelques mois plus tard et puis dans la National Security Strategy, qui souhaite, dans un esprit de croisade, réaffirmer vigoureusement le rôle des États-Unis dans le monde pour défaire les menaces et répandre les valeurs démocratiques¹⁹.

¹⁷ Richard Perle a occupé les fonctions de président, puis de simple membre de cette institution sous l'administration Bush. Il a cependant quitté le Defense Policy Board en février 2004.

¹⁸ Daalder et Lindsay, op. cit., p.71.

¹⁹ Voir George W. Bush, The National Security Strategy of the United States of America, The White House, septembre 2002, [en ligne], page consultée le 18 décembre 2003, adresse URL: <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>

Bien que ces mots nous indiquent en apparence une forte influence néo-conservatrice dans la formulation de la politique étrangère, les faits nous suggèrent quelque chose de plus nuancé. Prenons, par exemple, ce qu'il est advenu des trois pays de l' « Axe du Mal », à commencer par l'Irak. L'Irak est dans la mire des néo-conservateurs depuis longtemps²⁰. Or, ils ne sont pas les seuls à avoir envisagé le renversement de régime de Saddam Hussein. En effet, Donald Rumsfeld aussi était partisan d'une politique agressive envers l'Irak et ce, depuis qu'il a présidé la Commission sur la menace posée par les missiles balistiques en 1998 (Commission Rumsfeld)²¹. De même, si le récit offert par Bob Woodward dans son livre *Bush at War* est véridique, Paul Wolfowitz n'a pas été le premier à suggérer au président l'option d'un renversement de régime en Irak. Il s'agissait plutôt de Donald Rumsfeld, suivi ensuite par Paul Wolfowitz et Richard Cheney²². Par contre, ce qui distingue Rumsfeld et Cheney de Wolfowitz et de ses collègues néo-conservateurs, c'est qu'en bons jacksoniens, leur dessein se limite strictement à l'éradication de la menace directe posée aux États-Unis, c'est-à-dire détrôner Saddam Hussein et non, plus largement et plus ambitieusement, à répandre la démocratie dans la région.

La prédominance du jacksonisme sur le néo-wilsonisme dans ce cas-ci se remarque justement dans le peu de ressources et de temps alloués à la reconstruction de l'Irak. Donald Rumsfeld, notamment, cache difficilement son dédain pour de telles mesures²³, et la stratégie empruntée par l'administration, qui se limite à un « nation-building lite »²⁴, de même que le manque probant de planification pour de telles opérations trahissent ce dédain. À l'inverse, les néo-conservateurs auraient souhaité engager les États-Unis dans un processus plus ambitieux de reconstruction afin d'implanter durablement la démocratie. William Kristol et Lawrence Kaplan, encore une fois, écrivaient à propos de l'issue de la guerre en Irak que

« plus important encore que la manière dont l'Irak post-Saddam sera configuré est l'engagement des États-Unis de jouer un rôle majeur dans le pays, après quoi installer un gouvernement décent et démocratique sera une tâche gérable pour les États-Unis »²⁵.

Et Francis Fukuyama, aussi un néo-conservateur, sinon un sympathisant néo-conservateur, critiquait cette stratégie en janvier dernier en affirmant que ce « 'nation-building lite' risquait de n'être qu'une justification intellectuelle pour sortir d'Irak, sans égard au bourbier laissé derrière »²⁶.

Quant à la Corée du Nord et l'Iran, l'implantation de l'agenda néo-conservateur par l'administration Bush est encore moins probante. Dans leur tout dernier livre, *An end to evil*, les néo-conservateurs Richard Perle et David Frum réitèrent l'urgence d'agir agressivement

²⁰ En 1998, les membres du think tank néo-conservateur Project for the New American Century, ont signé et envoyé une lettre au président Bill Clinton, le pressant de renverser le régime de Saddam Hussein. Voir Project for the New American Century, « Letter to President Clinton on Iraq », [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.newamericancentury.org/iraqclintonletter.htm>

²¹ Voir le résumé du rapport de la Commission sur le site de la Brookings Institution. (The Brookings Institution, « Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States », [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.brookings.edu/fp/research/areas/nmd/rumsfeld98.htm>

²² Bob Woodward, op. cit., p.49.

²³ Ivo Daalder et James Lindsay, op. cit., p.47.

²⁴ Cette expression est de Francis Fukuyama. Voir Francis Fukuyama, « Nation-building 101 », *The Atlantic Monthly*, vol.293, no.2, janvier/février 2004, pp.159-162.

²⁵ Lawrence F. Kaplan et William Kristol, op. cit., p.98.

²⁶ Francis Fukuyama, op. cit., p.162.

contre ces deux régimes « répressifs à en être cauchemardesques et intolérablement menaçants pour la sécurité américaine »²⁷. Malheureusement pour eux, dans le cas de la Corée du Nord, l'administration Bush a coupé les négociations bilatérales pour les reléguer à un forum multilatéral à six parties, arguant qu'il s'agit d'un problème régional²⁸. Donc, au fond, la politique de l'administration Bush jusqu'à ce jour envers la Corée du Nord n'est toujours pas allée au-delà de la rhétorique, aussi néo-conservatrice soit-elle, et en ce sens, n'a pas été plus proactive que celle de Bill Clinton en 1994, alors qu'une attaque préventive était pratiquement envisagée²⁹. On pourrait même ajouter que dans le cadre de la présente campagne présidentielle américaine, c'est le candidat démocrate John Kerry qui semble avoir repris l'agenda néo-conservateur à l'égard de la Corée du Nord, critiquant Bush du même souffle pour son manque de fermeté envers le régime de Pyongyang³⁰.

Dans le cas de l'Iran, les relations avec les États-Unis ont été plus ou moins au beau fixe depuis le froid diplomatique provoqué il y a deux ans par la découverte au sud de Téhéran d'un important site de fabrication d'uranium enrichi. Les États-Unis se contentent depuis lors d'un discours oscillant entre la ligne dure et l'ouverture. Les derniers développements montrent que l'administration Bush s'est engagée sur la voie multilatérale en reléguant à l'Europe et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les négociations visant à empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires³¹. Encore une fois, le candidat démocrate John Kerry critique l'administration Bush pour les mêmes motifs évoqués pour sa politique à l'égard de la Corée du Nord³².

4. La fin du « moment néo-conservateur » ?

En 2003, William Kristol et Lawrence F. Kaplan terminaient leur livre avec ces mots: « Dûment armés, les États-Unis peuvent agir pour assurer leur sécurité et pour avancer la cause de la liberté, à Bagdad et au-delà »³³. Or, déjà que l'objectif irakien n'est pas parfaitement rempli selon les standards néo-conservateurs, leurs objectifs au-delà de l'Irak semblent davantage hors de portée. Ces symptômes laissent croire que l'influence des néo-conservateurs sur la politique étrangère américaine est en déclin depuis la fin de la guerre proprement dite en Irak en mars 2003³⁴. Si l'administration Bush est reconduite le 2 novembre prochain, il y a fort à parier qu'au fur à mesure que les menaces à l'égard des États-Unis deviendront floues et que l'aiguillon qu'ont été les attentats du 11 septembre sera moins frais dans la mémoire des jacksoniens, ceux-ci, qui exercent depuis janvier 2001 une influence prédominante sur la politique étrangère, seront de plus en plus réticents à s'engager franchement dans les affaires extérieures. Ceci impliquerait que le grand dessein néo-conservateur risquerait d'être, quant à lui, progressivement écarté.

²⁷ Richard Perle et David Frum, *op. cit.*, p.98.

²⁸ Joseph Kahn, « Cheney presses Beijing on North Korea », *The New York Times*, 14 avril 2004, p.A-5.

²⁹ Pierre Mélandri et Justin Vaisse, *L'empire du Milieu : les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2000, p.162.

³⁰ William Safire, « Kerry, Newest Neocon », *The New York Times*, 4 octobre 2004, p.A-25.

³¹ Ray Takeyh, « Wrong Strategy on Iran », *The Washington Post*, 10 septembre 2004, p.A-29.

³² William Safire, *op. cit.*

³³ Lawrence F. Kaplan et William Kristol, *op. cit.*, p.125.

³⁴ Pour les ouvrages partageant cette thèse, voir : Boot, Max, *op. cit.*, p.28; Ikenberry, G. John, « The End of the Neo-Conservative Moment », *Survival*, vol.46, no.1, printemps 2004, pp.7-22; Dunham, S. Richard, Stan Crock et Lee Walczak, « Where Do the Neocons Go From Here? After Iraq, Their Influence at the White House May Be Ebbling », *Business Week*, 12 mai 2003, no.3832, pp.73-76.

5. L'impact de ces influences idéologiques sur les relations canado-américaines

Le jacksonisme dans la politique étrangère américaine est probablement l'école de pensée suivant laquelle il est le plus difficile pour un pays étranger d'avoir une relation harmonieuse avec les États-Unis³⁵. Qui plus est, les valeurs affichées par cette école de pensée divergent considérablement de celles prévalant au Canada, ce qui rend la relation entre ces deux pays encore plus ardue. En effet, alors que des pays comme Israël et la Russie semblent être au diapason avec les États-Unis au niveau des valeurs en matière de politique étrangère³⁶, tels que le nationalisme, le militarisme et l'unilatéralisme, le Canada affiche quant à lui, surtout avec l'approche Axworthy, des valeurs diamétralement opposées : internationalisme, maintien de la paix et multilatéralisme³⁷.

Les divergences profondes entre la variante jacksonienne des valeurs américaines, actuellement prédominante à Washington, et les valeurs canadiennes, posent des problèmes concrets pour le Canada dans la gestion de sa relation avec les États-Unis. Le nationalisme, le militarisme et l'unilatéralisme de l'administration Bush peuvent bien embêter nombre de nations, mais la situation particulière du Canada, qui est celle d'un pays des plus dépendants à l'égard des États-Unis et ce, à plusieurs niveaux, le place dans une position des plus inconfortables. En effet, d'une part, le Canada dépend des ressources américaines pour la défense de son territoire et la poursuite de ses intérêts internationaux. Sa santé économique dépend également de son accès au marché américain, ce qui constitue d'ailleurs un de ses principaux objectifs en matière de politique étrangère. D'autre part, le Canada tente de réduire au maximum cette position de dépendance en affirmant autant que possible sa souveraineté nationale. Ainsi, le Canada est généralement pris dans un dilemme entre souverainisme (qui se traduit par une politique étrangère internationaliste libérale) et intégrationnisme (politique étrangère continentaliste)³⁸. Par contre, la marge de manœuvre qui lui est normalement disponible à l'intérieur de ce dilemme s'est considérablement réduite depuis janvier 2001 et, à plus forte raison, depuis le 11 septembre 2001. Les pressions intégrationnistes ont en effet été très fortes depuis lors.

Avant cette date fatidique, on voyait déjà poindre les difficultés à venir à la lumière de certains accrochages entre les deux pays : la déception des Canadiens face à la non adhésion des États-Unis au Protocole de Kyoto, la première visite officielle du président Bush à Mexico au lieu d'Ottawa, comme l'aurait voulu la convention, et finalement, juste après les attentats contre New York et Washington, l'omission du Canada dans la liste des alliés loyaux dans le discours du président sur l'état de l'Union.

L'après-11 septembre et la manifestation virulente du jacksonisme qui s'en est suivie dans la politique étrangère américaine a cependant placé le Canada dans une position des plus difficiles : le gouvernement canadien, happé dans le tourbillon des mesures sécuritaires draconiennes et unilatéralistes de l'administration Bush, s'est vu pratiquement obligé

³⁵ Walter Russel Mead, op. cit., p.225. Les trois autres écoles de pensée présentées par Walter Russell Mead, soit le wilsonisme, le jeffersonisme et le hamiltonisme, adoptent des positions beaucoup plus conciliantes à l'égard des pays étrangers.

³⁶ Voir, notamment, le sondage mondial de La Presse sur les États-Unis. « Résultats du sondage mondial sur les États-Unis », [cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca), vendredi 15 octobre 2004, http://www.cyberpresse.ca/sondage_mondial_usa/resultats.php

³⁷ David G. Haglund, « Whose Divergence? Canada-US Relations in a Period of Jacksonian Ascendancy », Options politiques, octobre 2004, p.39, [en ligne], page consultée le 24 octobre 2004, adresse URL : <http://www.irpp.org/po/archive/oct04/haglund.pdf>

³⁸ Stéphane Roussel, « Canada and the United States : Managing the Security Relationship », Rapport adressé au Canadian Defense and Foreign Affairs Institute, Calgary, mai 2003, pp.8-9.

d'obtempérer face aux demandes de Washington, ce qui lui a laissé bien peu d'espace pour défendre son option souverainiste³⁹. Autrement dit, la recherche d'un équilibre entre les inquiétudes sécuritaires des États-Unis et les intérêts matériels et économiques du Canada⁴⁰ (perméabilité de la frontière au commerce) a été une tâche quasi inextricable. Le gouvernement Chrétien a toutefois tranché le nœud gordien en adoptant une position d'ambiguïté calculée, qui consiste à « adopter les mêmes positions que les États-Unis sans se montrer trop enclin à la chose »⁴¹. C'est ainsi qu'Ottawa adopta une série de mesures alignées sur les volontés de Washington : envoi de six frégates dans le cadre de l'opération Apollo, déploiement de la Force opérationnelle interarmées II, envoi en Afghanistan d'un bataillon de l'infanterie légère, et la signature de l'Accord sur les pays tiers sûrs (pour l'harmonisation des visas) et le Plan en 30 points sur la frontière intelligente⁴². De plus, la promotion d'un « bilatéraliste » comme John Manley au postes simultanés de président d'un comité spécial du Cabinet sur la sécurité nationale, de ministre responsable des négociations avec le directeur du US Homeland Security, Tom Ridge, et de vice-premier ministre, est un indice de l'importance accordée par le gouvernement canadien à la satisfaction des exigences américaines.

Conclusion

La prédominance du jacksonisme en politique étrangère américaine permet de relativiser l'influence souvent exagérée de l'idéologie néo-conservatrice sur cette dernière. Bien qu'ils ne partagent pas exactement la même conception du rôle des États-Unis dans le monde, une certaine similitude entre ces deux écoles de pensée ou idéologies leur ont tout de même permis de définir conjointement pendant quelques temps la politique étrangère américaine. En fait, cette période de collaboration idéologique correspond à la période qui va des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à la guerre en Irak, au mois de mars 2003. La prédominance du jacksonisme dans la politique étrangère des États-Unis sous l'administration Bush a aussi considérablement compliqué les relations entre les États-Unis et le Canada et ce, surtout depuis le 11 septembre 2001. Ces complications ont surtout incombé au Canada, qui a dû aligner ses politiques sur les volontés de Washington, mettant ainsi à rude épreuve sa souveraineté nationale. Cependant, plusieurs signes démontrent que le Canada, notamment depuis l'arrivée de Bill Graham au poste de ministre des Affaires étrangères, s'est progressivement retiré de l'orbite américaine pour assumer davantage sa souveraineté nationale vis-à-vis des États-Unis⁴³. Après tout, comme le rappelle Stéphane Roussel, la « capacité de résistance » du Canada aux empiètements américains en période de crise (référence à l'attaque japonaise de Pearl Harbor) permet, lorsque survient l'accalmie, de « limiter les dégâts » du côté canadien⁴⁴. Cependant, la pérennité d'une administration jacksonienne à Washington risquerait fort bien de faire durer les frictions entre le Canada et les États-Unis et de mettre à l'épreuve la souveraineté canadienne pour les années à venir.

³⁹ Nelson Michaud, « Souveraineté et sécurité : le dilemme de la politique étrangère canadienne dans l' 'après 11 septembre' », *Études internationales*, vol. 23, no. 4, décembre 2002, p.654.

⁴⁰ Andrew F. Cooper, « La politique étrangère du Canada après le 11 septembre 2001 : Une analyse préliminaire », *Études internationales*, vol. 23, no. 4, décembre 2002, p.630.

⁴¹ *Ibid.*, p.631.

⁴² Exemples tirés de *Ibid.*, p.636, et Stéphane Roussel, *op. cit.*, p.18.

⁴³ Nelson Michaud, *op. cit.*, p.658.

⁴⁴ Stéphane Roussel, « Pearl Harbor et le World Trade Center : le Canada face aux États-Unis en période de crise », *Études internationales*, vol. 23, no. 4, décembre 2004, pp.667 et 694.

Bibliographie

BBC News, « Bush Urges US Back to Work », 17 septembre 2001, [en ligne], page consultée le 23 octobre 2001, adresse URL : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/1547892.stm>

BOOT, Max, « Neocons », Foreign Policy, no. 140, janvier-février 2004, p.20-28.

BROOKINGS INSTITUTION (THE), « Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States », [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.brookings.edu/fp/research/areas/nmd/rumsfeld98.htm>

BUSH, W. George, « A Distinctly American Internationalism », Ronald Reagan Library, Simi Valley (CA), 19 novembre 1999, [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>

BUSH, W. George, The National Security Strategy of the United States of America, The White House, septembre 2002, (page consultée le 18 décembre 2003), [en ligne], adresse URL: <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>

COOPER, F. Andrew, « La politique étrangère du Canada après le 11 septembre 2001 : Une analyse préliminaire », Études internationales, vol. 23, no. 4, décembre 2002, pp.629-645.

CYBERPRESSE.CA, « Résultats du sondage mondial sur les États-Unis », vendredi 15 octobre 2004, http://www.cyberpresse.ca/sondage_mondial_usa/resultats.php

DAALDER, H. Ivo et James M. LINDSAY, America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy, Washington D.C., Brookings, 2003, 246 p.

DREW, Elizabeth, « The Neocons in Power », New York Times Review of Books, vol.50, no.10, 12 juin 2003.

DUNHAM, S. Richard, Stan CROCK et Lee WALCZAK, « Where Do the Neocons Go From Here? After Iraq, Their Influence at the White House May Be Ebbing ». Business Week, 12 mai 2003, no.3832, pp.73-76.

EISENDRATH, R. Craig et Melvin A. GOODMAN, Bush League Diplomacy: How the Neoconservatives are Putting the World at Risk, Amherst (NY), Prometheus Books, 2004, 268 p.

FRUM, David et Richard PERLE, An End to Evil: How to Win the War on Terror, New York, Random House, 2003, 284 p.

FUKUYAMA, Francis, « Nation-building 101 », The Atlantic Monthly, vol.293, no.2, janvier/février 2004, pp.159-162.

HAGLUND, G. David, « Whose Divergence? Canada-US Relations in a Period of Jacksonian Ascendancy », Options politiques, Institut de recherche en politiques publiques, octobre 2004, p.39, [en ligne], page consultée le 24 octobre 2004, adresse URL : <http://www.irpp.org/po/archive/oct04/haglund.pdf>

HALPER, Stefan et Jonathan CLARKE, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 369 p.

IKENBERRY, G. John, « The End of the Neo-Conservative Moment », *Survival*, vol.46, no.1, printemps 2004, pp.7-22.

KAGAN, Robert et William KRISTOL, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, New York, vol.75, no.4, juillet/août 1996, pp.18-32.

KAGAN, Robert et William KRISTOL (éd.), *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco, Encounter Books, 2000, 401 p.

KAHN, Joseph, « Cheney presses Beijing on North Korea », *The New York Times*, 14 avril 2004, p.A-5.

KAPLAN, F. Lawrence et William KRISTOL, *The War Over Iraq: Saddam's Tyranny and America's Mission*, San Francisco, Encounter Books, 2003, 153 p.

LIND, Michael, « The Weird Men Behind George W. Bush's War », *New Stateman*, vol. 751, no.16, 7 avril 2003, pp.10-13.

MEAD, R. Walter, *Special Providence: American Foreign Policy and how it Changed the World*, New York, Routledge, 2002, 378 p.

MÉLANDRI, Pierre et Justin VAISSE, *L'empire du Milieu : les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2000, 550 p.

MICHAUD, Nelson, « Souveraineté et sécurité : le dilemme de la politique étrangère canadienne dans l' 'après 11 septembre' », *Études internationales*, vol. 23, no. 4, décembre 2002, pp.648-666.

PROJECT FOR THE NEW AMERICAN CENTURY, « Letter to President Clinton on Iraq », [en ligne], page consultée le 23 octobre 2004, adresse URL : <http://www.newamericancentury.org/iraqclintonletter.htm>

ROUSSEL, Stéphane, « Canada and the United States : Managing the Security Relationship », Rapport adressé au Canadian Defense and Foreign Affairs Institute, Calgary, mai 2003, 27 p.

ROUSSEL, Stéphane, « Pearl Harbor et le World Trade Center : le Canada face aux États-Unis en période de crise », *Études internationales*, vol. 23, no. 4, décembre 2004, pp.267-695.

SAFIRE, William, « Kerry, Newest Neocon », *The New York Times*, 4 octobre 2004, p.A-25.

TAKEYH, Ray, « Wrong Strategy on Iran », *The Washington Post*, 10 septembre 2004, p.A-29.

WOODWARD, Bob, *Bush at war*, New York, Simon & Schuster, 2002, 382 p.